



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 8.5.2025
C(2025) 3048 final

Son Excellence
Monsieur Jean-Noël Barrot
Ministre de l'Europe et des Affaires
étrangères
37, Quai d'Orsay
F - 75351 Paris
France

Objet: Notification 2025/86/FR et 2025/87/FR

Décret relatif aux modalités de calcul et de communication du coût environnemental des produits textiles; Arrêté relatif à la signalétique et à la méthodologie de calcul du coût environnemental des produits textiles d'habillement

Émission d'observations prévues à l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535⁽¹⁾, les autorités françaises ont notifié à la Commission, le 13 février 2025, le projet de «*décret relatif aux modalités de calcul et de communication du coût environnemental des produits textiles*» (notification 2025/86/FR) et le projet d'«*arrêté relatif à la signalétique et à la méthodologie de calcul du coût environnemental des produits textiles d'habillement*» (notification 2025/87/FR) (ci-après les «projets notifiés»).

Selon le message de notification, les projets notifiés instaurent un système d'affichage volontaire pour les produits textiles. Le format proposé permettra de mettre en avant le coût environnemental de chaque vêtement. Avec cette méthode, il n'existe pas de produits intrinsèquement « bons » ou « mauvais » ; chaque produit a un coût environnemental qui doit pouvoir être connu du consommateur au moment de l'acte d'achat. La France positionne ainsi l'affichage environnemental comme un outil essentiel pour éclairer les consommateurs vers des produits plus durables.

¹() Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à émettre les observations suivantes en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535.

OBSERVATIONS

La Commission tient à rappeler aux autorités françaises qu'il n'existe actuellement aucune réglementation de l'UE prévoyant des dispositifs d'affichage liés au coût environnemental des produits textiles d'habillement, y compris en vertu du règlement (UE) n° 1007/2011 du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 relatif aux dénominations des fibres textiles et à l'étiquetage et au marquage correspondants des produits textiles au regard de leur composition en fibres.

Dans ce contexte, afin d'éviter toute entrave potentielle au marché pour les produits qui ne font pas partie du dispositif notifié, ce dispositif devrait rester totalement volontaire. Les dispositions qui rendraient le système obligatoire devraient donc être supprimées. Toute pratique administrative, ou toute autre pratique des autorités nationales, qui aurait pour effet de créer un obstacle à la mise sur le marché en France de produits ne relevant pas de ce dispositif devrait être évitée, y compris dans le cadre des marchés publics ou du financement vert.

En outre, le dispositif proposé ne devrait pas inclure les critères notifiés de «fourniture d'informations relatives à la traçabilité» destinés à étayer les calculs de la «durabilité émotionnelle», compte tenu de son lien lointain et peu clair avec la «durabilité émotionnelle». De plus, afin de garantir que le système présente avec précision le coût environnemental des produits textiles d'habillement, la méthode proposée pourrait tenir dûment compte de la taille globale des activités des entreprises dans le secteur de l'habillement lors du calcul du coût environnemental en ce qui concerne la «durabilité émotionnelle» sur la base du «nombre de produits différents mis à disposition sur le marché».

La Commission invite les autorités françaises à prendre en considération les observations ci-dessus.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il doit être communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Pour la Commission,

Kerstin Jorna
Directrice générale

Direction générale du marché
intérieur, de l'industrie, de
l'entrepreneuriat et des PME

AMPLIATION CERTIFIÉE CONFORME
Pour la Secrétaire générale

Martine DEPREZ
Directrice
Prise de décision & Collégialité
COMMISSION EUROPÉENNE